

Peut-on changer le modèle breton ?

Face aux crises du « modèle breton », quelles ambitions soutenables, durables et solidaires ? Ce sont les questions auxquelles ont tenté de répondre les intervenants et le public, lors de la nouvelle journée de l'Institut de Silfiac, organisée à Cléguérec (56). Pacte d'Avenir, modèle productiviste agricole, filière agroalimentaire... ont été au cœur du débat. « *Aujourd'hui nous arrivons en fin de cycle d'un certain modèle breton, qui a fait ses preuves dans les années 60, qui a continué avec sa force d'inertie sur sa lancée, et qui faute d'avoir pu prendre à temps une autre orientation, est dans le mur* », souligne ainsi Mona Bras, conseillère régionale pour l'Union Démocratique Bretonne (UDB). « *Il est sûr qu'il y a une crise, en tout cas, des difficultés* », relève quant à lui Pierre Maille, président du conseil général du Finistère, département particulièrement touché. « *Et je pense que leur retentissement a été d'autant plus fort que la Bretagne était considérée jusque là comme une région quelque peu à l'abri des grandes crises industrielles* », poursuit-il. Mais, « *Je ne suis pas convaincu qu'il y ait un modèle breton* », affirme-t-il. « *Il y a sans doute eu un mode de développement breton depuis les années 50-60, qui était plutôt me semble-t-il du « rattrapage » par rapport à ce que connaissait la France. La région a formidablement rattrapé son retard, par la modernisation de l'agriculture, par un niveau de formation élevé, par un développement de la recherche, de centre de formation, de nouvelles technologies... et par un tissu de chef d'entreprise issus de la région, et qui ont développé des activités souvent leaders dans leur secteur* », fait-il remarquer. « *Je ne suis pas convaincu qu'il y ait un modèle dans le mur, à bout de souffle, exténué, épuisé, qu'il faille totalement abandonner* », poursuit-il, « *ce qui ne veut pas dire qu'il n'y*

pas eu d'excès non plus ». « Nous savions qu'il y allait y avoir une fin au système qui était organisé pour produire beaucoup et à pas cher. Il y a ceux qui ont su anticiper, et ceux qui ne l'ont pas su », analyse quant à lui René Louail, Conseiller Régional EELV.

« Des avancées sociales à ne pas nier »

Le pacte d'avenir peut-il alors être une solution ? « *Le pacte n'est pas une fin en soi* », selon Thierry Gourlay, secrétaire général du Comité Régional CGT Bretagne. Pour Mona Bras, qui représente l'UDB, qui a voté contre le pacte alors que l'UDB se situe dans la majorité du conseil régional, « *Il y a des avancées sociales qu'on ne peut pas nier, tout n'est pas à jeter, mais nous aurions voulu un vote séparé sur les différentes parties du pacte. Ensuite, certains éléments ne nous convenaient pas, comme par exemple l'assouplissement réglementaire et la simplification administrative, qui ouvre la porte à une nouvelle guerre du porc* », explique Mona Bras. « *Le pacte avait d'abord à répondre à des situations d'urgence* », rappelle Pierre Maille. « *Mais il ne se limite pas à l'agroalimentaire, puisqu'il élargit l'horizon à d'autres enjeux, et mobilise une série de leviers. C'est un travail intéressant. Mais le pacte est un chantier qui n'est pas terminé, il ouvre des pistes* », précise le président du Conseil Général.

Des blocages pour changer de modèle

Quelles alternatives au modèle dominant, basé sur le productivisme, peuvent être alors proposées ? « *Quasiment dès sa mise en œuvre, le modèle breton dominant a entraîné des*

réactions, notamment environnementales et syndicales, et même agricole comme avec la création d'Eau et Rivières de Bretagne, de la Confédération Paysanne, du Réseau Agriculture Durable ou du Cedapa », explique Jean-Claude Pierre, porte parole du réseau Cohérence et membre du Ceser. « La question qui se pose, c'est de savoir où sont les freins au changement de modèle. Quels sont les obstacles, alors qu'on sait que les méthodes dites « agri-environnementales » sont bonnes sur le plan économique, social, environnemental ? », interpelle-t-il. « Ces blocages existent, ils nous faut bien les connaître et les analyser. Si nous arrivons à bien mettre le doigt dessus, nous arriverons peut-être à mettre en œuvre cette transition à laquelle de toute façon nous n'échapperons pas. ». Le Réseau Cohérence, mais aussi le Réseau Agriculture Durable ou encore le Cedapa proposent des alternatives : cahier des charges pour une production porcine sans OGM, avec du lien au sol, sans antibiotiques, et élevage sur litière pour le réseau Cohérence ; approche globale des systèmes de production, autonomie, économie pour le Cedapa ; utilisation de systèmes herbagers chez les agriculteurs membres du Réseau Agriculture Durable (Rad)...sont des exemples d'alternatives qui semblent fonctionner. Pour Claude Berenger, directeur de recherche honoraire à l'Inra, « Cela fait 30 ans que l'on sait que les systèmes herbagers fonctionnent, alors pourquoi ne pratique-t-on pas plus ? La difficulté est vraiment de changer de système, pas seulement de changer de techniques. Nous sommes dans une société du « tout technique », qui prévaut sur le système. Il y a également le mythe permanent du « toujours plus », qui est culturellement compliqué à faire évoluer », explique-t-il. « Tant que nous aurons une vision libérale et univoque, il sera compliqué de changer », conclut le chercheur.

Plus d'infos

<http://institutdesilfiac.org/>